

# Compte rendu du webinaire

## « Financer l'économie verte »



La majorité des Etats sont d'accord sur la nécessité d'effectuer une transition écologique mondiale via la décarbonation des économies et la transformation des habitudes énergétiques. Néanmoins, le bât blesse sur le financement de cette transition verte. Comment financer ensemble une transition écologique plus juste et durable pour les générations futures et la planète ?

C'est l'un des points majeurs des discussions de la COP26 qui se déroulera du 1<sup>er</sup> au 12 novembre 2021 à Glasgow et de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité qui l'aura précédée du 11 au 24 octobre 2021 à Kunming. Une chose est sûre : Il faut lutter contre le changement climatique. Il faut mettre en avant aux Nations Unies et dans ces conférences mondiales l'approche multilatéraliste, un financement d'actions, des projets pour lutter contre le réchauffement climatique.

Le 15 juin 2021, dans le cadre de la première session de l'International Capital Conference (ICC) consacrée aux questions environnementales et au dialogue sino-européen qu'elles suscitent, les intervenants avaient eu l'occasion d'aborder les aspects géopolitiques et économiques liés à la COP26 et à la Conférence des Nations Unies sur la Biodiversité. Le 21 juin 2021, la deuxième session a traité les aspects financiers de la transition écologique au niveau international et le rôle des entreprises dans cette nouvelle « planétisation ».

Ces échanges ont été modérés par **Victor HO**, Senior Partner Greater China for Allen & Overy. Aux côtés du **Docteur Sun Yongfu**, ancien Directeur Général du département européen du Ministère du Commerce, et de **Jean-Pierre RAFFARIN**, Ancien Premier ministre et Président de la Fondation Prospective et Innovation, les panélistes ont traité la question du financement de la transition écologique mondiale pour la protection de la planète.

**Xavier CHEN**, Président de Beijing Energy Club et **Alexandre BORDE**, PDG de Carbonium & Cibola Partners, ont présenté les enjeux de la COP26 comme la tarification carbone et la redéfinition de nos modèles sociétaux et financiers. **AO Baoping**, VP, Elion Group, et **JIANG Tao**, Vice-Président de GCL-Poly Energy Holdings Ltd ont exposé les avancées, dans le domaine de la protection de l'environnement, de leurs sociétés en Chine et leurs investissements dans les technologies vertes comme l'hydrogène ou les panneaux solaires.

**Eric NIEDZELA**, Vice-Président Action Climat ArcelorMittal Europe, Président Acelor France, **James MAY**, Directeur de la Stratégie, DITH et **Michael LEVY**, Vice-Président Aaqius, ont souligné les progrès

des sociétés européennes dans la réduction de leur empreinte carbone (sidérurgie) et leur volonté d'investir dans les énergies de demain comme l'hydrogène.

De ces échanges, trois points principaux émergent :

### **La nécessaire tarification carbone**

L'un des points essentiels de la COP26 de 2021 sera l'ajustement de la tarification carbone au niveau mondial. Cette négociation prendra du temps en raison de l'enjeu qu'elle représente. Aujourd'hui, la tarification carbone couvre 22% des émissions mondiales de carbone et est portée par plus de 60 initiatives au niveau mondial. L'Union européenne est un précurseur en la matière, ayant mis en place un système d'échange de quotas d'émission carbone dès 2005, qui englobe aujourd'hui 40% des émissions de gaz à effet de serre européens.

L'enjeu de la COP26 sera de trouver une entente entre les Etats sur la mise en œuvre de l'article 6 des Accords de Paris de 2015, portant sur un mécanisme de coopération pour le développement durable. Au niveau mondial, même s'il existe un consensus entre plusieurs pays dont la Chine et les pays de l'Union européenne autour de 50 euros pour une tonne de carbone, les prix varient énormément et empêchent d'avancer conjointement.

La question du financement de la transition écologique soulève des difficultés considérables du fait des montants en cause. Selon les estimations actuelles, pour la seule Chine, le coût de la transition s'élèverait à 140 000 milliards de yuan, soit plus de 20 trillions de dollars au total.

Il est donc impératif de trouver les moyens de financer la transition verte. Ils peuvent être publics, comme l'Union européenne et la Chine l'ont démontré, mais aussi privés avec des entreprises prêtes à modifier leurs façons de produire et d'innover dans les « clean tech », avec des fonds d'investissements.

### **Investir dans les « *clean tech* »**

Pour financer cette transition verte, le secteur privé veille à réduire leur empreinte carbone, il innove et investit dans de nouvelles technologies plus propres.

Il y a lieu de s'en réjouir. Du côté chinois, la société Elion Ressources Group, mène depuis 30 ans, des actions pour lutter contre la désertification de la région du Kubuqi, pour développer des énergies renouvelables, protéger la biodiversité et la neutralité carbone. De telles initiatives, comme la mise en place de fermes solaires dans le désert de Kubuqi, le programme de protection du génoplasme de certaines plantes rares lui ont permis d'être reconnue d'utilité publique par l'ONU. D'autres entreprises chinoises comme GCL-Poly Energy Holdings Limited, accompagnent la transition écologique en investissant dans la fabrication de panneaux solaires et de silicium pour abaisser la consommation énergétique du photovoltaïque.

Du côté européen, des sociétés comme ArcelorMittal Europe, ont pris en compte le défi de la lutte climatique dès la fin des années 2000 afin de produire de l'acier en réduisant le CO2 émis. Le coût d'une transformation énergétique totale est colossal dans ce domaine, plusieurs milliards d'euro d'ici 10 à 30 ans. Ces entreprises européennes se doivent d'investir dans les « clean tech », les technologies vertes de demain et dans leur propre transformation verte. Le secteur de l'acier pollue énormément, il représente 6% des émissions de CO2 européennes et 12% des émissions chinoises. Il est donc jugé nécessaire par les panélistes que les autorités continuent d'investir et de financer la transition

écologique de ce secteur. D'autres secteurs, comme celui de l'hydrogène, énergie du futur pour le transport notamment, ont, eux aussi, besoin d'investisseurs.

### **Modifier les modèles économiques et coopérer**

Si le financement public et privé semble nécessaire pour protéger la planète du réchauffement climatique, il n'est pas une fin en soi, il faut aussi changer les mentalités. La nécessité de réinventer un modèle de croissance semble tout aussi important.

Cette redéfinition des modèles de croissance passe par la compréhension des besoins collectifs et individuels des populations et des pays. Il faut tenter de réduire la consommation et la production énergétiques, tout en assurant une continuité économique et énergétique suffisante pour préserver un niveau de vie satisfaisant, sans quoi le soutien populaire, primordial sur ce sujet, sera perdu.

Un consensus mondial est nécessaire pour effectuer cette transition verte, mais aussi pour éviter que des entreprises agissent de manière solitaire en faisant prévaloir leurs intérêts personnels plutôt que le bien collectif. Cela conduit à devoir sécuriser les prix et à ne pas les modifier radicalement en abandonnant de manière abrupte les énergies fossiles comme le pétrole. Le carbone a été l'une des sources essentielles de développement de nos sociétés, il faut donc assurer la sécurité énergétique pour effectuer une transition juste et progressive.

L'Europe et la Chine ont besoin de travailler ensemble sur ces thématiques environnementales en se partageant leurs technologies et leurs innovations. Le multilatéralisme et la coopération mondiale sont indispensables pour protéger notre planète, pour aider les pays émergents, notamment en Afrique, qui ont besoin d'appuis financiers et technologiques pour assurer leur développement industriel et économique, tout en limitant l'augmentation de leur empreinte carbone.

Pour certains, la concurrence entre les entreprises pour produire ces nouvelles énergies engendre une rivalité et une course aux bénéfices qui sont incompatibles avec la recherche du bien commun au niveau mondial. Pour d'autres, le partage des connaissances mondiales dans le domaine de la *green tech* ne doit pas oublier la protection de la propriété intellectuelle des sociétés. Une absence de protection découragerait l'innovation des entreprises et le financement par les investisseurs. Ce serait un coup fatal pour la transition écologique mondiale.

**GK**